

# Atelier post-conférence AIDS 2022 de l'IAS Educational Fund et de l'Association de Protection Contre le Sida (APCS)

18 et 19 mars 2023

## Accélérer la mobilisation de la science sur le VIH au service des populations clés et vulnérables en Algérie. Rapport de réunion

---

*Ce rapport a été rédigé par l'APCS, les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'IAS (International AIDS Society).<sup>1</sup>*

---

Le taux de prévalence du VIH dans région Moyen-Orient et Afrique du nord (MENA) est de 0.1% et l'Algérie est le pays de la région avec le taux le plus bas. Néanmoins, une nette augmentation du nombre de cas est constatée avec un taux d'infection annuelle de 47% depuis 2010. Cette évolution est la plus importante parmi toutes les autres régions de [l'Organisation Mondiale de la Santé \(OMS\)](#). Il est donc indispensable que les efforts dans la riposte au VIH soient renforcés.

L'IAS - the International AIDS Society - sous le programme de l'Educational Fund, en collaboration avec l'Association de Protection Contre le Sida (APCS), a organisé une réunion scientifique les 18 et 19 mars 2023 sous le thème "Accélérer la mobilisation de la science sur le VIH au service des populations clés et vulnérables en Algérie".

Cette réunion internationale, tenue à Oran en Algérie, intervient alors que le pays est à un tournant dans la réponse au VIH, avec l'émergence d'une forte volonté de la part de l'ensemble des acteurs communautaires et institutionnels de mettre en place une

stratégie globale et commune de lutte contre le VIH. La présence de toutes les associations thématiques d'Algérie, ainsi que du chargé du Plan National de Lutte contre le Sida, Hakim Sid Mohand et du directeur médical chargé du programme de lutte contre les addictions, Mohamed Chakali du Ministère de la Santé, de Nadia Bourkiche, représentante de la Direction de la Santé et de la Population d'Alger, du sénateur Mohamed Bouziane, ou encore de la représentante de l'Académie Algérienne des Sciences et Technologies, Malika Bouchenak, atteste de cette nouvelle dynamique et de la volonté commune d'avancer collaborativement aux étapes suivantes de la réponse au VIH en Algérie.

L'objectif de cette réunion était de contribuer à réduire l'écart entre les progrès scientifiques dans la réponse au VIH et leur traduction sur le terrain algérien. Joseph Larmarange, démographe en santé publique et directeur de recherche à l'IRD, a présenté les messages clés de la conférence AIDS 2022, et notamment les dernières avancées scientifiques en matière de prévention combinée. Il a également insisté sur

---

<sup>1</sup> L'IAS Educational Fund bénéficie de subventions indépendantes de ViiV Healthcare et Gilead. Les financeurs n'ont pas participé à l'élaboration du contenu ou à la sélection des présentateurs et des participants à ce programme.

l'importance du financement des programmes communautaires aussi bien pour le contrôle épidémique que pour les transformations sociétales qui en découlent. Sébastien Morin, Responsable politique et plaidoyer du Medicines Patent Pool, a, de son côté, rappelé l'importance d'intégrer le marché international du médicament pour accéder aux antirétroviraux à des prix plus compétitifs et, ainsi, réduire les risques de rupture de stock. Les sessions de l'atelier ont été présidées par Abdelaziz Tadjeddine, président de l'APCS.

Trois thèmes principaux ont guidé les discussions : les stratégies innovantes en matière de prévention combinée, l'accélération de l'approche de réduction des risques (RdR) pour réduire la stigmatisation et la discrimination, et les moyens d'assurer la continuité de la prévention, des soins et du traitement du VIH pour les migrant.e.s.

La deuxième journée, modérée par Miloud Kaddar, a été dédiée à des travaux de groupes, avec comme objectifs principaux de proposer des solutions concrètes pour :

- Renforcer les stratégies de prévention combinée, notamment à travers la mise en oeuvre de la PrEP ;
- Accélérer l'approche de réduction des risques pour les usagers de drogue par voie injectable ;
- Réduire la stigmatisation et la discrimination dans l'accès à la prévention, aux soins et aux traitements du VIH ;
- Renforcer le système de santé en utilisant l'expertise communautaire.

Les enregistrements et les diapositives des présentations sont disponibles sur [le site de l'IAS](#).



## Session 1 : Stratégies innovantes en matière de prévention combinée en Algérie

Dans l'ensemble de la région MENA, 12.8% des tests sont effectués auprès des populations clés, alors que l'épidémie est concentrée parmi ces populations. Ainsi, les dépistages ciblés ont contribué à seulement 28% des cas détectés, ce qui crée un déséquilibre entre une pratique de dépistage élevée et un taux de détection du VIH très faible. Les causes principales de cette situation de sous-diagnostic et de diagnostic tardif sont : la sur-médicalisation de la pratique de dépistage et l'inégalité d'accès aux offres de services à travers le territoire. De plus, d'après l'OMS, parmi les personnes diagnostiquées, 25% sont sous traitement et, parmi eux, 24% ont une charge virale négative.

En réponse à ces différents constats, trois principales pistes de réflexion ont émergé des discussions: le renforcement du dépistage communautaire au niveau de tout le territoire algérien,

la mise en oeuvre de la PrEP en Algérie, ainsi que la mise en place de stratégies innovantes pour garantir la continuité et la disponibilité des traitements.

#### Recommandations :

- Accélérer l'accès à la PrEP et aux traitements :
  - Plaidoyer pour sensibiliser les autorités sur l'intérêt de la PrEP;
  - Formation du personnel de santé ainsi que de tout acteur jouant un rôle dans sa mise en oeuvre;
  - Mise en place d'une politique de gestion d'approvisionnement de médicaments et création d'une plateforme virtuelle de gestion avec suivi constant;
  - Mise sur le marché de la PrEP et intégration des acteurs communautaires dans la stratégie.
- Renforcer la présence communautaire sur tout le territoire algérien :
  - Création d'un réseau communautaire à travers la création d'une plateforme virtuelle ou d'un organisme de concertation et de coordination entre acteurs associatifs et acteurs institutionnels;
  - Développement d'une stratégie communautaire pour l'élargissement de la couverture des mouvements associatifs et du dépistage communautaire à tout le territoire;
  - Développement des centres de santé mobiles avec des équipes multidisciplinaires; Pérennisation des financements et développement de financements nationaux et internationaux.

*"Le système communautaire est en capacité aujourd'hui de renforcer le système de santé algérien pour ne laisser personne à la marge."*

- Abdelaziz Tadjeddine

## Session 2 : Accélération de l'approche de réduction des risques afin de réduire la stigmatisation et la discrimination.

La situation des personnes usagères de drogues par voie injectable a été particulièrement impactée par la crise de la Covid-19. Plusieurs études, menées pendant la pandémie, ont permis de mieux identifier les difficultés rencontrées par ces populations dans l'accès au soin, en temps de crise, mais également hors temps de crise, mettant en lumière des axes d'amélioration pour assurer la continuité de la prévention, des soins et des traitements du VIH. A également été soulignée l'importance de prendre en compte l'aspect multi-sectoriel de la lutte contre la toxicomanie pour développer des circuits de soins adaptés et efficaces. Tous les acteurs associatifs et institutionnels, impliqués dans cette lutte, doivent être intégrés dans l'approche de réduction des risques.

#### Recommandations :

- Elargir l'offre de dispensation de la méthadone à travers tout le territoire algérien (décentralisation), y compris en milieu carcéral, en intégrant les organisations de la société civile dans les projets de dispensation et en créant des centres d'accueil bas seuil pluri-disciplinaires.
- Développer et repenser les circuits de soins en intégrant l'aspect multi-sectoriel de la lutte contre la toxicomanie afin de faciliter la réinsertion et la réhabilitation : intégration des familles,

renforcement des liens entre acteurs communautaires et institutionnels agissant dans ce domaine ou tout domaine connexe et adaptation des services de Réduction des Risques aux besoins des personnes utilisatrices de drogues injectables (UDIs).

- Développer des stratégies de sensibilisation et de communication incluant tous les acteurs intervenant dans la réintégration et la réhabilitation des personnes utilisatrices de drogues injectables (éducation sociale et familiale, implication des étudiants, ...)

*"On demande un élargissement des centres de méthadone. Aujourd'hui il en existe seulement deux : à Blida et à Alger. Comment peut-on réinsérer les gens s'ils doivent faire 3 heures de route par jour pour accéder à la méthadone ? On ne peut pas parler de réinsertion actuellement."*

- Educateur pair population UDI - APCS Alger

### Session 3 : Assurer la continuité de la prévention, des soins et du traitement du VIH pour les migrant.e.s.

Les populations migrantes sont confrontées à de multiples obstacles pour accéder à des soins de santé appropriés, alors même que leur parcours migratoire augmente leur vulnérabilité et fragilise leur état de santé. La santé reproductive des femmes migrantes sub-sahariennes est particulièrement impactée par la mobilité de ces populations et les violences rencontrées durant ces parcours migratoires. D'après l'étude d'évaluation portant sur l'accès au droit à la santé reproductive des migrantes sub-sahariennes à Oran et à Bechar, menée par l'APCS, en partenariat avec le Laboratoire d'Enseignement et de Recherche en Maladie Emergente et ré-Emergente (LERMER) de l'Université d'Oran, trois femmes interrogées sur 10 ont subi des violences sexuelles au cours de ce parcours. Le système de santé doit davantage prendre en compte ces paramètres pour assurer la continuité et l'efficacité de la prévention, des soins et du traitement du VIH.

Plusieurs facteurs ont été identifiés, et l'un des éléments clé est la lutte contre la marginalisation, la stigmatisation et la discrimination. En effet, plus de 16% de femmes migrantes interrogées disent avoir été confrontées à des obstacles pour accéder à des soins de santé appropriés, et les trois principaux obstacles sont : le coût financier, le sentiment de discrimination et le racisme. Les débats ont permis de souligner l'importance de la prise en charge des populations marginalisées qui participent pleinement au développement et à l'identité du pays.

#### Recommandations :

- Créer et mettre en oeuvre une stratégie de lutte contre les discriminations commune à tous les acteurs (communautaires et institutionnels) de réponse au VIH et au sida :
  - Introduction de programme de lutte contre la stigmatisation et la discrimination dans les centres médico-sociaux ;
  - Introduction d'une réponse adaptée contre les discriminations dans les programmes d'enseignements médicaux et paramédicaux;
- Développer une stratégie communautaire d'accompagnement (médical, para-médical et juridique) des populations migrantes et créer un réseau d'associations afin d'élargir la couverture de prévention et de soins.

- Créer un observatoire juridique actif et dynamique géré par les associations pour identifier et mettre en lumière les ressources juridiques protégeant l'égalité dans l'accès aux soins, et renforcer leur application concrète.

*"On ne peut pas aujourd'hui parler de programme de lutte contre le sida sans inclure la question des droits de l'homme.(...) Il faut sortir du domaine médical, il faut aller vers d'autres outils. On a trop médicalisé les problèmes notamment concernant la rupture des médicaments : il faut utiliser les outils juridiques. S'il y a atteinte aux droits ou à la dignité humaine, il faut utiliser les outils juridiques."*

- Avocat, membre de l'APCS

*"La constitution existe et il y a des articles positifs et lumineux, il faut promouvoir leur application et leur respect"*

- Modérateur Miloud Kaddar